

Réflexions sur la relation Fiscalité, Dépenses Publiques et Croissance Economique.

ZAKANE Ahmed¹

Depuis Adam Smith l'attitude des économistes est plutôt hostile à l'impôt et ses utilisations. C'est dans cet esprit que la plupart des économistes tendent à considérer que la fiscalité pénalise la croissance économique.

Il est, en général, admis parmi les économistes, que les effets attendus de la fiscalité sur la croissance varient en fonction, du cadre théorique retenu (modèles de croissance néo-classique ou de croissance endogène), du facteur de production soumis à l'impôt (impôt sur le capital ou impôt sur le travail), des techniques de production et du processus d'accumulation du capital humain.

Dans les modèles de croissance néo-classique de Solow (1956), Swan (1956), la fiscalité sur le revenu du capital ; assimilable à une réduction du taux d'intérêt net, peut modifier la répartition des revenus entre la consommation présente et future. Son influence est décomposée en un effet de substitution inter-temporelle défavorable à l'épargne et un effet de revenu favorable à l'épargne. Cette position est ambiguë ; c'est le moins que l'on puisse dire.

Dans les théories nouvelles de la croissance (la croissance endogène), la fiscalité est y présentée de manière plus prononcée que dans les modèles précédents. En effet, on trouve chez Romer (1986), Lucas (1988), Aghion et Howitt (1992), la fiscalité comme un élément agissant sur l'offre de travail et le progrès technique, considérée comme facteur endogène de la croissance dépendant du comportement des agents et qui détermine le taux de croissance à l'Etat régulier. On voit bien que dans ce cadre la fiscalité influence non seulement le taux de croissance transitionnel mais aussi le taux de croissance de long terme.

Ainsi, la fiscalité sur les revenus du travail affecte l'allocation du temps entre travail et loisir. Selon Lucas et Rapping (1969), lorsque le salaire disponible est temporairement faible, le volume de travail sur le marché tend à diminuer (effet de substitution intertemporelle) puisque les agents qui anticipent une hausse des salaires vont augmenter temporairement leur temps de loisir. Par contre un salaire plus faible pousse son détenteur à réduire sa demande de loisir (effet de revenu). Une hausse permanente des impôts induits des effets de revenu qui stimule l'offre de travail.

Pour les théories du capital humain la fiscalité agit négativement sur l'accumulation de ce dernier et donc sur la croissance à long terme. En effet, une augmentation permanente de la fiscalité sur le revenu du travail diminue le coût d'opportunité du temps consacré à la formation. Il faut signaler, cependant, que le manque de ressources, provenant principalement de la fiscalité, réduit l'investissement en capital humain. Il y a là une ambiguïté qui a été étudié par Torsel (1993) et qui conclut à l'effet néfaste de la taxation sur la formation du capital humain considéré comme facteur déterminant dans les modèles de croissance endogène.

Dans leur modèle de croissance basé sur le facteur recherche et développement, Aghion et Howitt (1992) montrent que les dépenses publiques sont un facteur essentiel du progrès technique et par-là, de la croissance. Ce résultat est tout particulièrement vérifié dans les pays développés où les dépenses en recherche & développement bénéficient d'un statut fiscal spécifique qui modifie en leur faveur la structure des coûts relatifs.

¹ Maître de Conférences à l'INPS d'Alger.

D'une manière générale, les études théoriques permettent de circonscrire les effets de la fiscalité sur la croissance mais ne tranchent jamais la question. Certaines études empiriques ont tenté de combler cette lacune à travers des travaux empiriques. On a cité à titre d'exemple certains d'entre-deux : Landau (1982) qui a tenté d'expliquer la croissance dans les pays en développement entre 1960 et 1980, a introduit dans son modèle les recettes fiscales mais cette variable n'a pas été concluante.

Levine et Renet (1992) ont établi un modèle qui prend en compte les taxes, les impôts et les prélèvements sociaux pour évaluer leurs impacts. La conclusion de ces auteurs est que ces facteurs influencent négativement la croissance si les effets du taux d'investissement sont pris en compte.

Easterly et Rebelo (1993) ont effectué deux études. La première portant sur un panel de 100 pays sur la période (1970-1988) et la seconde procède à une analyse en séries temporelles portant sur 28 pays couvrant la période (1870-1988). Malheureusement les résultats de cette étude n'ont pas été significatifs, car l'existence de corrélation entre le niveau de développement, la taille de l'économie et la structure fiscale ont rendu difficile l'extrait des effets propres à la fiscalité.

Ceci dit, nous partageons tout à fait l'avis de Brun, Chamba et Combes (1998) lorsqu'ils disent que : « les analyses économétriques ne concluent donc jamais à un effet positif de la fiscalité sur la croissance mais relèvent rarement un effet négatif » (p : 119).

1- L'analyse économétrique

Il s'agit là de rapporter les résultats de l'analyse économétrique fait par Brun, Chambres et Combes (1998) qui semble être une étude empirique simple et intéressante. Dans cette étude faite à travers un modèle économétrique sur données de panel¹, les auteurs ont essayé de dégager les effets de la fiscalité sur la croissance.

En considérant l'accroissement de la variable mesurant la croissance (PIB/tête) pour chaque pays durant deux périodes distinctes (1970-1980) et (1980-1990), ces auteurs ont spécifié un certain nombre de variables pour saisir l'effet de la fiscalité sur la croissance. Parmi ces variables, il y a les variables classiques de contrôle à savoir le stock de capital physique et le capital humain. Et les variables spécifiques telles que : le taux de prélèvement global moyen mesurant les effets des distorsion fiscale, la part des taxes sur le commerce dans les recettes publiques, le taux d'ouverture de l'économie, la part des consommations publiques dans les dépenses globales, l'inflation, un indice de stabilité politique et une variable muette qui mesure les changements conjoncturels.

En appliquant la méthode de variable instrumentale sur quatre modèles différents, les auteurs ont pu atteindre des résultats très significatifs du point de vue économétrique². Néanmoins, ce sont les conclusions de cette étude qui sont à notre avis, des plus intéressantes.

En effet, les résultats économétriques obtenus confirment ceux déjà établis sur le plan théorique à savoir l'effet négatif de la fiscalité sur la croissance. Ainsi, la conclusion de cette étude propose de minimiser d'avantage l'impact négatif de la fiscalité en procédant de la manière suivante : favoriser la mise en œuvre d'impôt entraînant les modifications les plus faibles des prix relatifs des biens. Pour les pays en développement l'étude souligne les

¹ Un échantillon de 78 pays de niveaux de développement différents répartis comme suit : 21 pays africains, 15 pays asiatiques, 22 pays d'Amérique Latine et 20 pays développés.

² Voir à cet effet le tableau de 1 de la page 122, de l'article Brun et all.

difficultés auxquels se heurtent les réformes engagées dans ces pays, en expliquant que ces dernières sont le fait de l'existence d'une rente découlant des distorsions des prix.

Il convient de souligner à la fin de ce premier point que les travaux théoriques et empiriques sur le rôle de la fiscalité dans l'activité économique n'ont jamais cessé depuis l'école classique jusqu'au nos jours. Mais, à notre avis, la tendance globale, ces dernières années, s'oriente vers un nouveau type d'études qui essaye de tirer de la fiscalité le meilleur d'elle-même. Il s'agit en fait des travaux sur la fiscalité optimale. En effet, nous assistons ces dernières années à un foisonnement de travaux de haut niveau dans ce domaine. Nous citons à titre d'exemple les travaux de : Casson et all (1988), Judd (1995), Chari et all (1994), Jones et all (1997) etc. Tous ces travaux ont pour objectif de déterminer le niveau optimal de la fiscalité qui permette à l'Etat d'assurer le financement des ses activités traditionnelles et d'affecter une part de ses dépenses à la promotion de la croissance de long terme.

2-Les dépenses publiques comme source de croissance économique : quelques résultats économétriques

Comme il a été déjà signalé, l'utilité de la dépense publique a été toujours au centre des débats théoriques. Mais il y a un certain consensus qui se dégage, quant à la nécessité de ces dépenses.

Mais compte tenu du problème qui nous préoccupe, à savoir l'implication de la dépense publique dans la croissance à long terme, nous allons essayer de centrer notre attention sur l'analyse des contributions récentes dans ce domaine (croissance endogène) en nous limitant à l'exposé des idées sans les étayer par les développements techniques.

En effet, après avoir analysé les aspects théoriques justifiant l'intervention des pouvoirs publics dans l'activité économique, nous essayons maintenant de nous pencher sur les contributions qui tentent de saisir empiriquement la relation publique- croissance.

La revue de la littérature montre que l'analyse empirique de l'impact des dépenses publiques sur croissance, s'est développée autour de trois axes : la recherche de lien de causalité au sens économétrique entre dépenses publiques et croissances, l'analyse en coupes transversales reliant pour un panel de pays la part moyenne des dépenses dans la richesse nationale et l'estimation sur séries temporelles de fonctions de production augmentées du capital public.

2.1 La recherche d'un Lien de causalité entre dépenses Publiques et croissance

Une façon d'évaluer l'impact de la dépense publique sur la croissance consiste à chercher d'éventuels liens de causalités entre l'évolution de la part des dépenses publiques dans le produit national et celle du revenu par tête. Deux thèses s'opposent quant au sens de causalité de ces deux variables : l'une s'inscrivant dans la tradition héritée de Wagner qui considère les dépenses publiques comme variable endogène présentant le caractère d'un bien supérieur (élasticité revenue supérieure à l'unité), et l'autre émanant du courant keynésien qui considère la dépense publique comme variable exogène et instrument de politique économique pouvant stimuler la croissance.

Pour vérifier ces hypothèses, plusieurs auteurs ont appliqué les tests de causalité dont le plus connu est celui de Granger (1969). Le principe de ce teste peut être présenté comme suit : une variable cause X une variable Y si l'introduction des valeurs passées de X améliore la qualité statistique de la régression de Y sur ses propres valeurs passées. Pour le problème qui nous préoccupe, il s'agit de tester l'hypothèse dépenses publiques « bien supérieure » contre dépenses publiques facteur de croissances.

Les résultats de ce test ne sont pas concluants et ne permettent pas de trancher quant au sens de la causalité. Ceci est vrai pour les deux types de régression : en séries temporelles et en coupes transversales. Sur des séries chronologiques les estimations sont, dans certains cas, non significatives et elles fournissent dans d'autres cas, des indicateurs opposés pour des pays de niveau de développement comparable.

Concernant les méthodes utilisant les analyses en coupes transversales qui consistent à mettre dans le même échantillon et pour les mêmes variables plusieurs pays (pour avoir un nombre suffisant d'observations) de niveau et structure économique différents, les résultats obtenus sont difficiles à interpréter faute de données plus précises. Ceci est probablement dû au niveau élevé d'agrégation des variables de la dépense publique.

En conclusion, on peut dire que des travaux effectués dans le but d'une recherche d'un lien de causalité entre dépenses publiques et revenus par être n'ont pas donné les résultats escomptés à cause du type de lien théorique établi, et surtout, à cause de la pauvreté des données utilisées.

2-2-Les analyses en coupes transversales

Suite aux insuccès des tests de causalité, les auteurs procèdent actuellement à des investigations empiriques sur la base des résultats théoriques obtenus par la théorie de la croissance endogène. Dans le cadre de ces modèles, les dépenses publiques sont saisies comme un facteur de production à part entière, au même titre que le capital physique ou le capital humain.

Il existe un très grand nombre de travaux en coupes transversales qui puisent, pratiquement tous, dans un nombre réduit d'articles, considérés par la plupart des auteurs comme étant des travaux précurseurs dans ce domaine. On cite à titre d'illustration ceux de Landau (1986), Aschauer (1989), Kormendi et Meguire (1985), Artus (1991).

Pour Landau (1986), qui a développé un modèle estimé sur un panel de 104 pays, la corrélation entre le taux de croissance du revenu par tête et la part des consommations publiques dans le produit intérieur brut, était négative. Kormendi et Meguire (1985) en travaillant sur 47 pays sur la période (1950 – 1987), ont obtenu un impact de la consommation publique sur la croissance, positif mais faible et non significatif d'un point de vue économétrique. Barro (1991), en travaillant sur 98 pays sur la période (1980-1985) trouve un impact négatif de la consommation publique sur la croissance : une hausse de 1 point de la part de cette dépense, dont le revenu national se traduit par une répression de 0,12 point du taux de croissance annuel moyen du revenu par tête. Par contre l'investissement public (y compris éducation et Défense) a un impact positif sur la croissance. Une hausse de 1 point du ratio investissement public/ PIB stimule de 0.1 le taux de croissance du revenu par tête.

Pour Artus (1991), il n'y a pas d'effet des dépenses publiques totales sur la croissance. Le résultat obtenu sur un panel de 21 pays de l'OCDE sur la période (1980-1989) ne signifie rien pour l'auteur une absence totale d'un tel impact. En effet, il met en avant un aspect particulier de la dépense publique qui a un effet positif sur la croissance du PIB, il s'agit des dépenses publiques de recherche & développement (l'élasticité estimée, est de l'ordre de 0.02).

En général, les travaux économétriques menés jusqu'à présent, en coupe transversale semble renforcer l'idée d'établir une distinction entre les différents composants des dépenses publiques. Alors que les dépenses de consommation publiques ont un impact négatif sur la croissance, un tel impact n'est pas forcément vérifié pour les dépenses publiques d'investissement telles que l'éducation, la recherche & développement, les infrastructures etc.

Ces derniers ont généralement un effet positif quoi que d'un niveau de signification assez faible.

2-3-Fonctions de production augmentée du capital public

Un troisième type de modèle s'intéresse à l'impact sur la croissance, non pas des flux des dépenses publiques mais du stock de capital public.

A vrai dire, le mérite revient à Meade (1952) d'avoir introduit le concept de capital public. Pour ce dernier le capital peut jouer un double rôle : soit contribuer, comme variable d'environnement, à améliorer la productivité du travail et du capital privé, soit comme inputs non rémunéré dans la fonction de production des entreprises. Traditionnellement, les économistes mettent l'accent sur le premier aspect, c'est à dire que le capital public n'intervient que de manière indirecte dans le processus de production et contribue à côté d'autres facteurs à expliquer le résidu (Solow) dans la fonction de production.

Depuis la publication de l'article d'Aschauer (1989), une nouvelle vision du capital public à vu le jour, donnant naissance à une production scientifique importante du point de vue quantitatif et qualitatif.

En effet, Aschauer (1989) postule une fonction de production de type Cobb-Douglas augmentée du stock de capital public non militaire. Cette fonction établie à un niveau très agrégé, se présente comme suit :

$$Y_t = A_t f(L_t, K_t, G_t)$$

Où Y_t représente la production, A_t une mesure du propre technique non incorporé aux facteurs, L_t l'emploi, K_t le stock de capital privé et G_t le stock de capital public. En considérant cette fonction sous sa forme habituelle, et en prenant le logarithme de toutes les variables, la fonction initiale prend la forme suivante :

$$y_t = a_t + \alpha l_t + \beta k_t + \gamma g_t$$

Sachant que y_t, a_t, l_t, k_t et g_t représentent les logarithmes respectifs des variables Y_t, A_t, L_t, K_t et G_t et α, β, γ les élasticités respectives des facteurs par rapport à la production.

Si l'on postule des rendements d'échelle constants pour les facteurs de production K_t et L_t c'est à dire $\alpha + \beta = 1$, le modèle précédemment prend la forme suivante :

$$y_t - k_t = a_t + \alpha(l_t + k_t) + \gamma g_t$$

En effectuant des transformations successives Aschauer obtient la forme suivante de la productive totale des facteurs :

$$p_t = a_t + \gamma(g_t - k_t)$$

Appliquée sur des données américaines de la période (1949 – 1985) Aschauer a obtenu une élasticité de la productivité globale (totale) des facteurs au stock de capital public de l'ordre de 0,4. Il en conclut que la décélération du stock de capital public au cours des deux décennies précédentes (1,6 % en moyenne par année durant la période (1971 – 1985) contre

4,1 % sur la période (1950 – 1970) permet de rendre compte d'une grande partie de l'amenuisement des gains de productivités globaux (0,8 % en moyenne annuelle sur la période 1971 – 1985 contre 2 % sur la période (1950 – 1970).

En outre, Aschauer a estimé un modèle lui permettant de tester empiriquement l'effet d'éviction causé par l'investissement public sur l'investissement privé. Les estimations effectuées sur des données américaines s'étalant sur la période 1953 – 1986, permettent de dégager les deux résultats suivants : à court terme, l'investissement public évince l'investissement privé (coefficient : - 0,99), mais à moyen terme une croissance de 1 % du stock de capital public amélioré de 0,09 points la rentabilité du capital privé. Ce second effet, fait plus que compenser, au bout de quatre ans, l'effet d'éviction initial.

Les résultats obtenus par Aschauer sont confirmés par beaucoup d'auteurs tel que Munell (1990), Fernald (1990), Rubin (1991) etc. Cependant ces mêmes auteurs et beaucoup d'autres, Gramlich (1994), Hurlin (2000) contestent, sur plusieurs points, la méthodologie employée et remettent en question la robustesse des résultats économétriques obtenus par Aschauer :

- les équations n'intègrent aucune des autres explications possibles du ralentissement des gains de productivité aux Etats-Unis.
- la productivité marginale des infrastructures paraît trop élevée pour être plausible. En effet, une élasticité de la productivité au capital public de 0,3 à 0,4 équivaut à une rentabilité marginale du capital public de l'ordre de 60 à 80 %. Ces résultats sont à l'évidence loin de la réalité. L'explication donnée à cela revient peut être à la non stationnarité des séries utilisées. Ce qui conduit dans ces conditions à des régressions fallacieuses.
- l'estimation est sujette à un biais de simultanéité. L'investissement public peut en effet être tout aussi bien la conséquence que la cause de la croissance.

Les estimations de Ford et Poret (1991) faites sur 12 pays de l'OCDE confirment, cependant, partiellement les hypothèses d'Aschauer. En effet, pour les Etats-Unis, le Canada, la Belgique et la Suède, les résultats semblent être en ligne avec ceux d'Aschauer. Le stock de capital en revanche n'a pas eu de signification pour le Royaume-Uni, la Norvège et l'Australie. Pour la France les résultats sont significatifs si l'on ne prend en compte que le capital des administrations publiques. Pour une acception plus large du capital public, les estimations ne sont guère significatives.

CONCLUSION

Ce survol de la littérature s'est attelé à faire ressortir la relation qui existe entre la fiscalité, les dépenses publiques et la croissance économique, montre que les avis sont partagés. En effet, les différentes études faites sur la contribution des dépenses publiques à la croissance économique, établissent une nette distinction entre les dépenses publiques de consommation et les dépenses publiques d'investissement.

Pour la première catégorie de dépenses, tous les travaux, qu'ils soient sur séries chronologiques ou en coupes transversales, confirment leurs contributions négatives, c'est à dire l'excès de dépenses publiques de consommations courantes nuit à la croissance et constitue un facteur de ralentissement de l'activité économique. En ce qui concerne les dépenses publiques d'investissement, les résultats sont globalement positifs mais il faudrait,

cependant, préciser d'avantage ce que l'on désigne par dépenses publiques d'investissement ou si l'on veut « capital public ».

En effet, l'approche réservée à l'investissement public est souvent trop général pour ne pas dire vague et ne permet pas de bien cibler lesquels des investissements publics contribuent le mieux à la croissance et au développement. Néanmoins, il existe un certain consensus sur un certain nombre de dépenses dont l'apport à la croissance économique a été empiriquement vérifié. Il s'agit des dépenses favorisant la formation du capital humain, les dépenses de recherche& développement et les dépenses d'infrastructures.

Bibliographie

1. **AGHION, P. et P.HOWITT (2000)** : « Théorie de la Croissance endogène », Dunod
2. **ARROW K.J. et KURZ M. (1970)**: « Public Investment, the Rate of Return, and Optimal Fiscal Policy », The John Hopkins Press, Baltimore.
3. **ARTUS, P. (1991)** : « Croissance endogène : revue des modèles et tentatives de synthèse », Caisse des Dépôts et Consignations, Document de travail, N°1991-10/T, mai.
4. **ASCHAUER D.A. (1989)**: “Is Public Expenditure Productive?”, Journal of Monetary Economics Vol 23, pp. 177-200, Mai.
5. **ASCHAUER D.A. (1989)**: “Does Public Capital Crowd Out Private Capital?”, Journal of Monetary Economics 24, pp 171-188.
6. **ASCHAUER D.A. (1989)**: “Public Investment and Productivity Growth in the Group of Seven”, Economic Perspectives, 13(5), pp 17-25.
7. **BARRO R.J. (1991)**: “Economic Growth in a Cross-Section of Countries”, Quarterly Journal of Economics, 106, pp 407-443.
8. **BARRO R.J. et SALA-I-MARTIN X. (1992)**: “Public Finance in Models of Economic Growth”, Review of economic studies, 89, pp 645-661.
9. **BRUN, CHOMBA et COMBES (1998)** : « La Politique Fiscale Agit-elle Sur La Croissance ? », Revue d'Economie du Développement 2/1998 pp 115-125.
10. **CASSOU S. ET LANSING K. (1998)**: “Optimal Fiscal Policy, Public Capital and the Productivity Slowdown”, Journal of Economic Dynamics and Control, 22, 911-935.
11. **CHARI V.V., CHRISTIANO L.J. et KEHOE P.J. (1994)**: “Optimal Fiscal Policy in a Business Cycle Model “, Journal of Political Economy, 102, pp 617-652.
12. **EASTERLY, W. et REBELO S (1993)**: “Fiscal Policy and Economic Growth”, Journal of Monetary Economics, 32, pp 417-458.
13. **FERNALD, J (1990)**: “Is Public Expenditure Really Productive? Some Observations”, Harvard University, Harvard.
14. **FORD, R ET PORET, P (1991)**: “Infrastructure and Private-Sector Productivity “, OECD Economic Studies.
15. **FORD R. et PORET P. (1991)** : « Infrastructures et Productivité du Secteur Privé », Revue Economique, 17, pp 69-95.
16. **GRAMLICH E.M. (1994)**: “Infrastructure Investment: a Review Essay”, Journal of Economic Literature, 32, pp 1176-1196.
17. **HURLIN C. (1999a)** : “La Contribution Productive du Capital Public à la Croissance : Estimation sur un Panel Sectoriel de Dix Pays de l'OCDE », Economie et Prévision, 138(2), pp 1-17.
18. **LUCAS R.E. (1988)**: « On the Mechanisms of Economic Development”, Journal of Monetary Economics, 22, pp 3-42.
19. **LUCAS, R et RAPPING, L (1969):**” Real Wages, Employment and Inflation”, Journal of Political Economy 77, pp 721-754.
20. **LANDAU, D (1986)**: « Government and Economic Growth in the Less Developed countries: an Empirical Study for 1960-1980” Economic Development and Cultural Change 1 pp 35-75

21. **LYNDE C. et RICHMOND J. (1993):** « Public Capital and Total Factor Productivity » International Economic Review, 34, pp 401-414.
22. **MEADE, J. E. (1952):** “External Economies and Diseconomies in a Competitive Situation”, Economic Journal, Mars.
23. **ROMER P.M. (1986):** “Increasing Returns and Long Run Growth”, Journal of Political Economy 99, pp 1002-1037.
24. **ROMER P.M.(1990):** “Endogenous Technological Change”, Journal of Political Economy, Vol 98, n°.5, part II, S71-S102, October.
25. **SOLOW R.M. (1956):** “A Contribution to the Theory of Economic Growth”, Quaterly Journal of Economics, 70, pp 65-94.
26. **TORSEL, P. A. (1993):** “The Effect of Taxation on Humain Capital “Journal of Political Economy.

